

Au Journal officiel du 8 au 14 octobre 2016

Au Journal officiel du 8 au 14 octobre 2016

17/10/2016

Au Journal officiel du 8 au 14 octobre 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 8 octobre 2016 :

- Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique - Modification de nombreux codes, notamment le Code des relations entre le public et l'administration, le Code des postes et télécommunications électroniques ainsi que des textes non codifiés dont la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Décret n° 2016-1327 du 6 octobre 2016 relatif à l'organisation de la réponse du système de santé (dispositif « ORSAN ») et au réseau national des cellules d'urgence médico-psychologique pour la gestion des situations sanitaires exceptionnelles - *Modification du Code de la santé publique* ;
- Décret n° 2016-1329 du 6 octobre 2016 déterminant les objets incitant directement à la consommation excessive d'alcool et dont la vente ou l'offre est interdite aux mineurs - *Modification du Code de la santé publique* ;
- Décret n° 2016-1330 du 6 octobre 2016 relatif au gage des stocks - *Modification du Code de commerce* ;
- Décret n° 2016-1331 du 6 octobre 2016 relatif aux obligations des entreprises en matière de vestiaires et de restauration sur les lieux de travail - *Modification du Code du travail - Entrée en vigueur au 1er janvier 2017.*

Au JO du 9 octobre 2016 :

- Décret n° 2016-1338 du 7 octobre 2016 modifiant le Code de procédure pénale et relatif au répertoire des données collectées dans le cadre d'une procédure judiciaire - *Modification du Code de procédure pénale - Entrée en vigueur le 1er mars 2018.*

Au JO du 11 octobre 2016 :

- Arrêté du 3 octobre 2016 fixant les taux de cotisation des employeurs de la main-d'œuvre docker à la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers à compter du 1er janvier 2016 - Abrogation de l'arrêté du 16 novembre 2015.

Au JO du 12 octobre 2016 :

- Loi n° 2016-1341 du 11 octobre 2016 ratifiant l'ordonnance n° 2016-129 du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité ;
- Décret n° 2016-1347 du 10 octobre 2016 relatif aux périodes de mise en situation en milieu professionnel en établissement et service d'aide par le travail - *Modification du Code de l'action sociale et des familles et du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret n° 2016-1349 du 10 octobre 2016 relatif au consentement préalable au partage d'informations entre des professionnels ne faisant pas partie de la même équipe de soins - *Modification du Code de la santé publique* ;
- Décret n° 2016-1352 du 10 octobre 2016 relatif à l'accueil durable et bénévole d'un enfant par un tiers, prévu à l'article L. 221-2-1 du Code de l'action sociale et des familles - *Modification du Code de l'action sociale et des familles.*

Au JO du 13 octobre 2016 :

- Arrêté du 11 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole - *Entrée en vigueur le 14 octobre 2016* ;
- Décret n° 2016-1356 du 11 octobre 2016 relatif aux centres de gestion, associations et organismes mixtes de gestion agréés, aux professionnels de l'expertise comptable et aux certificateurs à l'étranger - *Modification du Code général des impôts - Entrée en vigueur partielle au 1er janvier 2017* ;
- Décret n° 2016-1358 du 11 octobre 2016 relatif aux conditions d'exercice des collaborateurs médecins dans les services de santé au travail - *Modification du Code du travail* ;
- Décret n° 2016-1359 du 11 octobre 2016 relatif à la désignation des conseillers prud'hommes - *Modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale - Abrogation du Décret n° 2008-515 du 29 mai 2008 - Entrées en vigueur partielles au 1er février 2017 et au 1er janvier 2018.*

Au JO du 14 octobre 2016 :

- Ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du Code des juridictions financières - *Modification du Code des juridictions financières, du Code général des collectivités territoriales, du Code général des impôts, du Code du patrimoine, du Code des relations entre le public et l'administration, du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale et du Livre des procédures fiscales - Entrée en vigueur le lendemain de la publication au Journal officiel de la République française du décret en Conseil d'État relatif à*

- la partie réglementaire du Code des juridictions financières, et au plus tard le 1er juillet 2017.
- Décret n° 2016-1362 du 12 octobre 2016 relatif à la simplification du régime des affectations de longue durée - Modification du Code de la sécurité sociale ;
- Ordonnance n° 2016-1365 du 13 octobre 2016 portant dispositions statutaires concernant le Conseil d'État - Modification du Code des juridictions administratives - Entrée en vigueur à la date d'installation de la commission supérieure du Conseil d'État et au plus tard le 14 avril 2017 ;
- Ordonnance n° 2016-1366 du 13 octobre 2016 portant dispositions statutaires concernant les magistrats des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel - Modification du Code des juridictions administratives - Entrée en vigueur à la date d'installation du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel et au plus tard le 14 juillet 2017 ;
- Décret n° 2016-1367 du 12 octobre 2016 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité - Modification du Code du travail - Entrée en vigueur le 1er janvier 2017.

Le Conseil d'État a insisté dans son étude annuelle 2016 sur la nécessité d'adopter une nouvelle culture politique et administrative pour améliorer la qualité de la législation et de la réglementation.

Retrouvez l'étude en ligne : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000610.pdf> ainsi que l'entretien que Maryvonne de Saint-Pulgent et Patrick Gérard ont bien voulu donner au *Cahier législatif de Codes et lois* et à la *Semaine juridique* à l'occasion de sa présentation :

<http://www.tendancedroit.fr/conseil-detat-entretien-avec-maryvonne-de-saint-pulgent-patrick-gerard-etude-annuelle-2016/>

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA